

Après l'assassinat de Dillo et la disparition des preuves, la junte accepte une enquête¹

Le principal opposant à la junte tchadienne du général Mahamat Idriss Déby Itno, son cousin Yaya Dillo Djerou, a été tué mercredi dans l'assaut par l'armée du siège de son parti, a annoncé, jeudi 29 février à l'Agence France-Presse (AFP), le porte-parole du gouvernement. Des responsables de son parti et de l'opposition ont affirmé à l'AFP que c'était un « assassinat ».

La garde républicaine du régime l'a assassiné, a déclaré Evariste Gabnon, porte-parole du Parti socialiste sans frontières (PSF) de M. Dillo. Rakhis Ahmat, chef du Parti pour le renouveau démocratique du Tchad (PRDT), a exprimé qu'il s'agissait d'un assassinat programmé. Max Kemkoye, porte-parole de la deuxième plate-forme de l'opposition, a également affirmé que le pouvoir militaire de transition avait orchestré l'assassinat de M. Dillo. Max Loalngar, coordinateur de Wakit Tama, la principale plate-forme de l'opposition et de la société civile, a également souligné que c'est un « crime odieux et inadmissible »².

Dans la matinée, le procureur de la République de N'Djamena a fait part de la mort de plusieurs individus la veille, y compris Yaya Dillo, sans préciser les circonstances.

Yaya Dillo est mort « là où il s'était retranché, au siège de son parti. Il n'a pas voulu se rendre et a tiré sur les forces de l'ordre », a précisé Abderaman Koulamallah, porte-parole du gouvernement et ministre de la communication.

Selon le gouvernement, M. Dillo, le plus farouche opposant au général Déby dont il est le cousin, était accusé d'avoir attaqué, dans la nuit de mardi à mercredi, les locaux des services de renseignements, après l'arrestation d'un de ses partisans pour « tentative d'assassinat contre le président de la Cour suprême ».

Interrogé par l'AFP, quelques heures avant sa mort, M. Dillo avait farouchement nié, dénonçant « un mensonge » et une « mise en scène » destinée à l'écartier de l'élection présidentielle prévue le 6 mai. Certaines personnes appartenant au PSF ou proches du défunt ont été appréhendées et conduites à la prison de haute sécurité de Korotoro. Baradine Berdei, président de l'organisation tchadienne des droits de l'Homme (OTDH) aurait été arrêté et mis au secret.

« On pouvait l'arrêter par tout autre moyen. Le fait que toute une armée se déploie face à des civils non armés » montre la volonté de l'« assassiner », a dénoncé Rakhis Ahmat. « Etre

¹ Au Tchad, Yaya Dillo Djerou, principal opposant à la junte, a été tué par l'armée, annonce le gouvernement (lemonde.fr)

² https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/29/au-tchad-yaya-dillo-djerou-principal-opposant-a-la-junte-a-ete-tue-par-l-armee-annonce-le-gouvernement_6219286_3212.html

candidat face » aux autorités « de transition », « c'est être candidat à la mort », a asséné M. Kemkoye, ajoutant : « Nous attendons de la communauté internationale, qui s'apprête à financer un processus électoral qui commence par un assassinat, qu'elle engage une enquête indépendante ». Le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme (CEDPE) a pour sa part condamné cette violence devenue un mécanisme de gestion des conflits. Il est possible que les autorités sécuritaires aient d'autres moyens intelligents pour appréhender Yaya Dillo, plutôt que d'utiliser des armes lourdes en plein centre-ville pour détruire sa résidence. C'est une mauvaise image pour le Tchad”.

Le président de l'Union Africaine Moussa Faki a réagi dans un communiqué en condamnant l'assassinat de Yaya Dillo !³ La journée du 28 février 2024 aura été une journée triste pour le peuple tchadien. Dans une vague de violence d'une extrême gravité matérialisée par des échanges de tirs violents, plusieurs personnes ont perdu la vie dont l'opposant principal Yaya Dillo. *“J'ai appris avec une profonde douleur la mort tragique de notre frère Yaya Dillo Djerou, président du Parti Socialiste Sans Frontières du Tchad. Je présente mes condoléances attristées à sa famille et aux militants de son parti. Que son âme repose en paix”*

Depuis que le pouvoir de transition a pris le pouvoir, le pays est confronté à une situation sans précédent, marquée par des arrestations, des suspicions et de la surveillance. Il semble que la police politique ait pris le dessus, ce qui place les hautes autorités dans une situation de fait accompli.

Des journalistes sont souvent victimes de harcèlement. M. Djimet Wachi est suivi par des inconnus lors de ses déplacements à Ndjamena. Les autorités lui ont reproché deux articles publiés dans le média Alwihda Info, suspendu par la HAMA pendant huit jours. Dans un article, il avait qualifié la rhétorique du président de la transition Mahamat Idriss Déby de 'guerrière'⁴. Le journaliste et coordinateur du journal Alwihdainfo Malick Mahamat Tidjani a été intentionnellement fauché par des individus ayant pris la fuite.

Le journaliste Idriss Yaya de la Radio Communautaire de Mongo a été tué par balles, ainsi que son épouse et leur petit garçon, le 1er mars à Djondjol au centre du Tchad. Reporters sans frontières (RSF) condamne ce crime ignoble qui ne peut rester impuni, demande aux autorités de traduire les responsables en justice et de protéger les journalistes⁵.

Neuf personnes sont entrées dans le domicile d'Idriss Yaya, le 1er mars, situé dans le village de Djondjol, à 12 kilomètres de la ville de Mangalmé, au centre du Tchad. L'une d'entre elles a abattu le journaliste ainsi que son épouse et leur fils de quatre ans. Une semaine avant l'assassinat de Dillo, un éminent défenseur des droits humains, Mahamat Nour Ahmat Ibédou, a été destitué de ses fonctions de président de la Commission nationale

³ [Tchad : Le président de l'Union Africaine Moussa Faki condamne l'assassinat de Yaya Dillo ! - Le Peroke](#)

⁴ Tchad: les organisations de défense des journalistes dénoncent le harcèlement de Djimet Wiché (rfi.fr)

⁵ Tchad : RSF condamne le meurtre odieux du journaliste Idriss Yaya | RSF

des droits humains. Son départ est un coup dur pour un pays sur le point de tenir des élections présidentielles⁶.

Il convient de rappeler, le 20 avril 2021, le général Mahamat Idriss Déby Itno a été proclamé par l'armée président de l'autorité de transition, à la tête d'une junte de 15 généraux, après la mort de son père, Idriss Déby Itno, tué par des rebelles en se rendant au front, selon la junte.

Il avait immédiatement promis de rendre le pouvoir aux civils dans le cadre d'élections prévues dix-huit mois plus tard et assuré par la suite qu'il ne s'y présenterait pas. L'échéance a finalement été repoussée de deux ans. Le président de la transition au Tchad, le général Mahamat Idriss Déby Itno, a annoncé samedi 2 mars 2024 qu'il sera candidat à l'élection présidentielle du **6 mai**, ont rapporté des médias locaux. "Rassuré par votre soutien, moi, **Mahamat Idriss Deby Itno**, je suis candidat à l'élection présidentielle de 2024 sous la bannière de la coalition pour un Tchad Uni", a déclaré le chef de la junte ce 2 mars 2024.

A QUOI SERT UNE ENQUÊTE ?

Sous pression des organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement tchadien s'est prononcé en faveur de l'ouverture d'une enquête indépendante sur la mort de l'opposant Yaya Dillo ainsi que de quatre militaires tchadiens lors de l'assaut du siège du PSF. Cependant, l'opposition et la famille de Yaya Dillo évoquent un assassinat politique et accusent le pouvoir de faire disparaître des preuves nécessaires à une enquête.

Tirant les leçons de la sanglante répression des manifestations du 20 octobre 2022, jamais élucidée jusque là malgré l'annonce à l'époque de l'ouverture d'une enquête internationale, de nombreux Tchadiens sont sceptiques quant à l'effectivité d'une éventuelle enquête au sujet des récents événements ayant conduit à la mort de Yaya Dillo.

Le président du parti Les Patriotes, Mansour Coursami, proche de l'opposant décédé, veut y croire. Il estime toutefois que le gouvernement doit confier cette enquête aux Nations Unies. *"L'État ne peut pas organiser une enquête indépendante"*, justifie Mansour Coursami. *"On ne peut pas demander à un criminel d'enquêter sur sa criminalité. Si une enquête devait avoir lieu, ça doit être une enquête internationale, transparente et indépendante pour faire la lumière sur ce qui s'est passé. Ce qui s'est passé, c'est une exécution sommaire de monsieur Yaya Dillo en pleine capitale. Il faut laisser cette enquête aux Nations unies."*

⁶ Le président de la Commission nationale tchadienne des droits humains destitué à un moment critique | Human Rights Watch (hrw.org)

La disparition de preuves risque de compromettre l'enquête⁷

Il y a d'autres inquiétudes comme la disparition voulue de plusieurs éléments de preuves qui pourrait compromettre cette enquête, l'inhumation précipitée des corps des victimes sans la présence d'une autopsie effectuée par des médecins légistes, la traque et l'arrestation ou la disparition des membres du parti PSF, le harcèlement de la presse indépendante. Deux jours après l'attaque mortelle, une grosse pelleteuse démolissait le siège du PSF, selon des journalistes de l'AFP, tenus à distance par un épais cordon de sécurité de l'armée, dont on apercevait de loin des véhicules blindés autour de l'immeuble.

« Il y a deux aspects qui se posent, à savoir déjà le constat des circonstances de la mort des personnes qui ont été rapidement inhumées et d'autre part la démolition du siège du Parti Socialiste Sans Frontières (PSF) », explique Maître Daïnoné Frédéric, membre de la commission des droits de l'Homme au barreau du Tchad.

"Nous savons qu'il y a des images aujourd'hui qui circulent et qui démontrent que l'assaut a été fait par des armes lourdes et il y a également l'image du corps de monsieur Yaya Dillo qui présente un impact de balle au niveau de la tempe. Si y a pas de médecins légistes qui ont procédé à une autopsie, c'est une entrave en ce qui concerne les prélèvements des preuves", prévient-il. Au lendemain de l'assassinat du leader du PSF, une photo montrant un gros plan sur la tête de la dépouille d'un homme ressemblant trait pour trait à Yaya Dillo, un petit orifice très net entouré d'un halo noir en plein milieu de la tempe.

« On ne peut pas attaquer avec tout un arsenal de guerre un opposant seul dans un bureau » et « qui n'avait pas d'arme⁸ », a protesté Robert Gamb, secrétaire général du PSF. « Nous n'avons exécuté personne », a rétorqué à l'AFP le ministre de la Communication Abderaman Koulamallah. « Il a refusé de se rendre, il y a eu des échanges de balles, il n'y a pas eu d'exécution » dans cet assaut qui a fait quatre morts chez les militaires et trois dans le camp de Yaya Dillo, a ajouté le ministre, pour qui l'opposant avait « lui-même tiré sur les forces de l'ordre ». Selon le gouvernement, Yaya Dillo était recherché pour avoir fomenté une présumée « tentative d'assassinat » du président de la Cour suprême il y a dix jours et mené une attaque du siège des tout-puissants services de renseignement mardi.

D'après les politologues, Yaya Dillo était l'un des plus farouches opposants du successeur du Maréchal. Il était en effet issu de la famille et de son ethnie Zaghawa qui, bien que très minoritaire au Tchad, monopolise depuis plus de 33 ans les plus hautes positions dans l'appareil militaire et de l'Etat.

⁷ [Le Tchad va enquêter sur la mort de Yaya Dillo – DW – 05/03/2024](#)

⁸ [Tchad : Le principal rival du général Déby « exécuté » à deux mois de l'élection présidentielle ? \(20minutes.fr\)](#)

Alors que le gouvernement tchadien annonce l'ouverture d'une enquête à ce sujet, des avocats ont été commis d'office pour le jugement des 26 autres personnes arrêtées à la suite de ces événements et déportées à la prison de haute sécurité de Koro Toro en plein désert, parmi lesquels Salaye Deby, le frère de l'ancien défunt président Idriss Deby Itno. Enfin, le peuple a nourri de grands espoirs après le DNIS pour l'avènement d'un nouveau Tchad, mais les événements malheureux se succèdent et le pouvoir continue à utiliser ce mode opératoire brutal pour éliminer des leaders politiques: Abbas Koty, Ibni Oumar Mht Saleh, Bichara Digui, Mamadou Bissau, Maître Joseph Behidi...pour ne citer que ceux-là.

Actuellement, tout le monde s'accorde que le pays s'éloigne de plus en plus d'une véritable démocratie qui repose sur la justice et le multipartisme. Le scénario habituel du système politique persiste depuis plus de 34 ans. Le président Mahamat Kaka s'accroche au pouvoir. Quarante-huit heures après la tuerie qui semble être un signal fort en direction de tous ceux qui s'opposent à lui, il vient d'annoncer sa candidature officielle à l'élection présidentielle qui aura lieu en mai et sa victoire n'est qu'une simple formalité, une routine connue de tous. La situation au Tchad est sans précédent, certains cadres politiques et militaires, à la recherche d'une solution, multiplient les concertations.

Plusieurs Sources